

COMMUNIQUE

CFDT – CGT – FSU – SOLIDAIRES ET UNSA DE HAUTE-SAVOIE

En Europe, le chômage frappe un grand nombre de salariés, particulièrement les jeunes et les femmes. Nombreux sont ceux qui voient leur pouvoir d'achat fortement amputé. Les inégalités se creusent.

En France, la situation de l'emploi continue de se dégrader, l'augmentation de la TVA, déjà votée, (qui n'a rien de sociale) ne fera qu'aggraver les inégalités et continuera la casse du principe de parité dans le financement de notre système de protection sociale issu du Conseil National de la Résistance.

La crise a été provoquée en grande partie par le déplacement d'une grande masse d'argent des salaires, des exonérations de cotisations sociales des entreprises, de cadeaux d'impôts, vers les placements financiers.

La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée d'action européenne le 29 février, à la veille du Conseil européen. Dans ce cadre, les organisations syndicales CGT 74, CFDT 74, FSU 74, Solidaires 74, UNSA 74 se mobiliseront comme partout en France pour que l'humain, le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

Les mesures d'austérité ne sont pas la réponse à la crise, au contraire, elles produisent d'énormes dégâts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures **qui ne marchent pas**, qui appauvrissent de plus en plus de salariés, chômeurs et retraités.

Nous analysons le durcissement de l'austérité non comme une réponse de la part des dirigeants européens la plupart conservateurs mais comme une poursuite de la mise en œuvre d'une société de la concurrence, de la souffrance humaine et du pillage des ressources planétaires.

Un projet de traité, élaboré sans débat démocratique, sera à l'ordre du jour du Sommet européen de mars 2012. Son principal objectif serait de réduire au maximum les déficits publics (à 0,5% du PIB alors qu'aucun pays n'a réussi

avec 3 % !!) quels qu'en soient les impacts sociaux. Il ne relancerait pas la croissance, ne résoudrait pas la crise de la dette souveraine.

Le besoin de « gouvernance économique » est utilisé dans beaucoup de pays pour justifier la mise en cause des systèmes de relations sociales et de négociations collectives. Le gouvernement fait voter à l'assemblée le 21 février le mécanisme européen de stabilité en catimini, pour mieux imposer une cure d'austérité à tous et sans recours possible.

Gouvernement et Patronat veulent imposer une nouvelle pression à la baisse sur les salaires pour affaiblir la protection sociale, accompagnée d'attaques sans précédent contre le contrat de travail, le droit de grève, et la poursuite du démantèlement des services publics.

**CGT – CFDT – FSU – SOLIDAIRES
et UNSA de Haute-Savoie appellent
l'ensemble des salarié(e)s, des
retraité(e)s, des privés d'emploi et la
population à ne pas se laisser faire, à
agir.**

RASSEMBLEMENT
MANIFESTATION DEPARTEMENTALE
MERCREDI 29 FEVRIER 2012
14 H 30
Préfecture d'Annecy